Le Matin

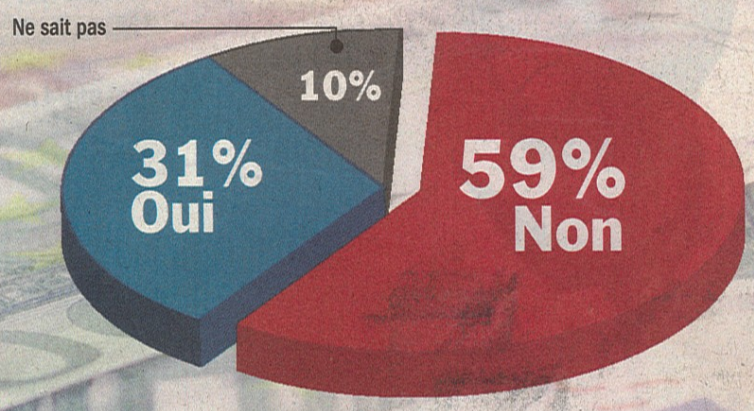
24 février 2008

Les Suisses défendent bec et ongles le secret bancaire

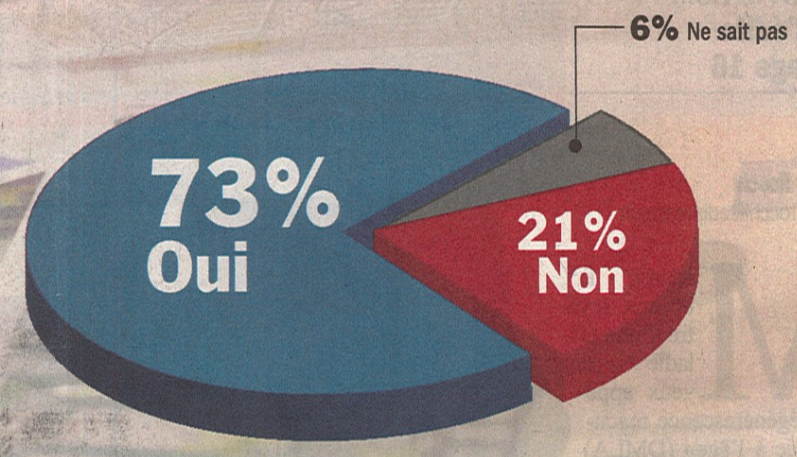
SONDAGE. Trois Suisses sur quatre refusent que le secret bancaire soit abandonné. Mais le scandale de l'évasion fiscale en Allemagne ne les laisse pas indifférents: des pays comme la Suisse ou le Liechtenstein ne doivent pas offrir leurs comptes bancaires les yeux fermés aux riches étrangers qui fuient l'impôt chez eux

Evasion fiscale et secret bancaire: comment les Suisses jugent le scandale allemand

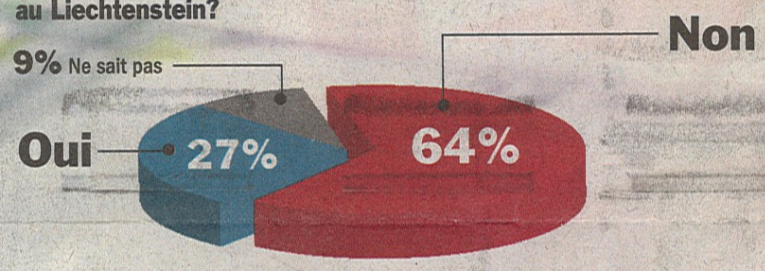
Trouvez-vous normal que des pays comme la Suisse et le Liechtenstein offrent aux riches étrangers de déposer de l'argent dans leurs banques sans en vérifier les raisons?



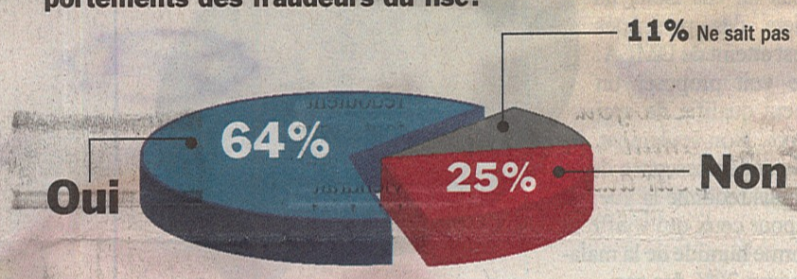
Faut-il maintenir le secret bancaire en Suisse ?



Trouvez-vous justifié que l'Etat allemand a payé des millions de francs pour acheter des informations secrètes sur des comptes au Liechtenstein?



Comprenez-vous la colère des Allemands face aux comportements des fraudeurs du fisc?



Sondage téléphonique réalisé pour «le Matin Dimanche» par l'Institut DemoSCOPE entre le 21 et le 22 février auprès d'un échantillon représentatif de 505 personnes en Suisse. Marge d'erreur: +/-4,4%

Source: DemoSCOPE Le Matin S. Linder

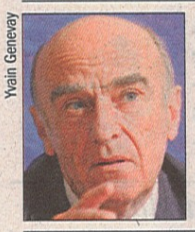
Ludovic Rocchi
ludovic.rocchi@edipresse.ch

L'image de la place financière suisse n'est pas au beau fixe. Il y a bien sûr les milliards perdus d'UBS et de Credit Suisse. Mais les banques suisses sont aussi rattrapées par le scandale de l'évasion fiscale qui secoue l'Allemagne, où des centaines de riches contribuables sont en train de passer au tourniquet judiciaire pour avoir planqué leur argent avec la complicité d'une banque et de fondations au Liechtenstein. Les Suisses se montrent toutefois inébranlables dans leur défense du secret bancaire, comme le révèle notre sondage.

73% refusent de le voir lever. Le taux atteint même 90% (!) au Tessin, bien connu pour ses nombreuses officines financières, contre 68% en Suisse romande. Seuls 21% estiment qu'il faudrait renoncer à cette arme concurrentielle, qui nous attire la critique des autres pays et spécialement de l'Allemagne en ce moment.

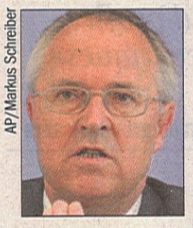
Dans une interview à paraître aujourd'hui dans le *SonntagsBlick*, l'ex-ministre allemand des Finances, Hans Eichel, finit d'enfoncer le clou. Il estime que les cachotteries des banques suisses ou du Liechtenstein «ne peuvent être tolérées à la longue au niveau de l'activité économique mondiale». Sans aller jusqu'à appeler au boycott des banques suisses, Hans Eichel donne l'exemple des entreprises qui ne respectent pas des standards sociaux ou écologiques: «Les consommateurs finissent par se dire qu'ils ne veulent plus rien leur acheter. Il serait donc logique que l'opinion publique se distancie aussi de ceux qui favorisent l'évasion fiscale». La critique concerne aussi le fait que la Suisse ne condamne pas pénalement l'évasion fiscale et empêche de ce fait la collaboration avec les autorités des pays à la poursuite de leurs tricheurs.

Si les Suisses défendent par principe le secret bancaire, ils sont par contre une large majorité à partager la colère des Allemands contre leurs élites qui planquent leur argent à l'étranger. Il y a même une contradiction dans l'opinion des Suisses sur le sujet. A la question de savoir s'ils admettent un des effets concrets du secret bancaire, à savoir accueillir les yeux fermés l'argent de riches étrangers sur des comptes, 59% des sondés condamnent cette pratique.


Yvain Genevay

◆ *«La Suisse ne devrait pas être touchée par cette affaire de fraude»*

Hans-Rudolf Merz, conseiller fédéral, ministre des Finances


AP/Markus Schreiber

◆ *«Il serait logique que l'opinion publique se distancie de ceux qui favorisent l'évasion fiscale»*

Hans Eichel, ex-ministre allemand des Finances

Le scandale allemand n'a donc pas fini de tendre les rapports entre l'Union européenne et les pays désignés comme des paradis fiscaux. Mais, hier encore sur les ondes de la radio alémanique, le ministre des Finances, Hans-Rudolf Merz, a redit sa confiance dans le fait que «la Suisse n'était pas un paradis fiscal et ne devrait pas être touchée par cette affaire de fraude». «Le système des fondations en vigueur au Liechtenstein est spécifique à ce pays et reste très différent des pratiques helvétiques», s'est rassuré le conseiller fédéral. Et de riposter aux attaques de l'Union européenne: «La controverse illustre la formation d'un «cartel» économique des pays à fiscalité élevée. Mais les cartels n'ont jamais résisté au temps à travers l'histoire économique». La relative sérénité du gouvernement tranche avec la nervosité qu'ont trahie les propos puis les excuses de Pierre Mirabaud, président de l'Association suisse des banquiers, pour qui les méthodes allemandes seraient «dignes de la Gestapo». Sans utiliser des termes aussi virulents, les sondés donnent raison à Pierre Mirabaud, dans le sens où 64% ne trouvent pas normal qu'un Etat soudoie un informateur pour obtenir des informations secrètes sur les comptes de ses citoyens, comme l'Allemagne l'a fait dans l'affaire du Liechtenstein. ◇

Laurent Crottet

Le PS veut 100 inspecteurs fiscaux à la Confédération!

◆ Président désigné du Parti socialiste suisse, **Christian Levrat** ne perd pas le nord. Profitant du scandale qui secoue l'Allemagne et la Suisse par ricochet, il livre aujourd'hui dans le *SonntagsBlick* sa recette pour lutter contre la fraude fiscale. C'est assez simple. il faut que la Confédération fasse passer ses inspecteurs fiscaux de 20 à 100 au plus vite. Sous dotée, cette cellule fédérale est censée s'occuper des gros cas de fraudes, en appui des cantons qui disposent d'un millier de réviseurs et contrôleurs de base. Christian Levrat juge l'opération rentable: tous les cantons qui ont investi dans l'engagement supplémentaire d'inspecteurs ont largement été remboursés par des rentrées d'impôt. Ce fut la méthode employée avec un certain succès par Micheline Calmy-Rey à Genève, lorsqu'elle y dirigeait les Finances. «A voir l'étendue des abus en Allemagne, je ne peux pas croire que rien de tel se passe en Suisse», argumente Christian Levrat. ◇